Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol.6, n°1 | Mars 2015

Géographie(s) et Droit(s)

Pierre Dardot, Christian Laval, 2014, *Commun. Essai sur la révolution au XX^e siècle*. Paris, La Découverte, 593 pages

Bruno Boidin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/10838>

DOI : 10.4000/developpementdurable.10838

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Bruno Boidin, « Pierre Dardot, Christian Laval, 2014, *Commun. Essai sur la révolution au XX^e siècle*. Paris, La Découverte, 593 pages », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol.6, n°1 | Mars 2015, mis en ligne le 31 mars 2015, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/10838> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.10838>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Pierre Dardot, Christian Laval, 2014, *Commun. Essai sur la révolution au XX^e siècle*. Paris, La Découverte, 593 pages

Bruno Boidin

- 1 Dans la lignée de leurs précédents ouvrages, Pierre Dardot et Christian Laval poursuivent dans cet essai leur analyse critique du capitalisme et de la pensée économique dominante. Pourtant, leur « Commun » semble vouloir aller encore plus

loin que leurs publications antérieures car il n'est pas seulement un diagnostic radicalement critique de l'économicisme mais également une proposition alternative qui, tout en se présentant comme une utopie, semble particulièrement ancrée dans les réalités des citoyens. Partant du constat que l'avenir de l'humanité apparaît particulièrement sombre face à l'absence d'une issue tangible aux énormes défis sociaux et écologiques mondiaux, les auteurs ne se contentent pas de contribuer à l'analyse de cette situation qu'ils qualifient de tragédie du « non-commun » (le capitalisme est devenu une force destructrice en apparence incontrôlable). En réalité, bien loin d'emboîter le pas aux pessimistes de tous bords, ils puisent dans ce désespoir la source d'une énergie intellectuelle et militante pour proposer les bases d'une refondation du « commun ».

2 Le commun comme principe politique

3 Qu'entendent Pierre Dardot et Christian Laval par « commun » ? L'originalité de leur pensée tient d'abord à la contradiction qu'ils apportent face à des termes devenus courants mais ambigus, voire lourds de sens, auxquels ils veulent substituer le commun comme principe de fonctionnement des sociétés. Leur première cible est ainsi la notion de « biens communs ». Selon eux, cette expression trompe les acteurs sociaux car, en réalité, « il ne s'agit pas [...] pas tant de protéger des 'biens' fondamentaux pour la survie humaine que de transformer profondément l'économie et la société en renversant le système des normes qui menace maintenant très directement l'humanité et la nature » (p. 13). Pierre Dardot et Christian Laval s'érigent alors contre la tendance à essentialiser le commun (tendance qui selon eux se retrouve dans l'expression « bien commun ») pour estimer au contraire que « c'est seulement l'activité pratique des hommes qui peut rendre des choses communes, de même que c'est seulement cette activité pratique qui peut produire un nouveau sujet collectif, bien loin qu'un tel sujet puisse préexister à cette activité au titre de titulaire de droits. [...] Le commun ne peut être pensé qu'à la condition de rompre avec le face-à-face métaphysique du sujet libre et la chose matérielle offerte à la prise souveraine du sujet. [...] Le commun n'est pas un bien [...] car il n'est pas un objet auquel doit tendre la volonté, que ce soit pour le posséder ou le constituer. Il est le principe politique à partir duquel nous devons construire des communs et nous rapporter à eux pour les préserver, les étendre et les faire vivre. Il est par là même le principe politique qui définit un nouveau régime des luttes à l'échelle mondiale. » (p. 49).

4 L'Etat complice de la marchandisation

5 Allant plus loin dans leur analyse, les auteurs mettent ensuite dos à dos le marché et l'Etat : « La prétendue 'réalisation' du commun sous la forme de la propriété d'Etat ne peut rien être d'autre que la destruction du commun par l'Etat. Par conséquent, si quelque chose du commun a malgré tout survécu sous des formes souterraines dans les sociétés dominées par cette propriété, ce fut au prix d'une résistance à cette mainmise de l'Etat » (p. 93). L'expression « la capture bureaucratique du commun » (note p. 93) est révélatrice de cette critique des auteurs sur l'échec des Etats à assumer, à partir des années 1980, leur rôle de promotion des « communs ». En effet, les Pouvoirs publics auraient capitulé devant les forces économiques privées et marchandes pour instaurer un ordre néolibéral. Cette analyse fait écho aux travaux antérieurs des auteurs. Ainsi, comme l'illustre la « bataille de l'eau », les populations seraient prises en étau entre les multinationales privées, à la recherche de nouveaux débouchés, et les Etats complices du marché. Les auteurs concluent alors que « le retour des communs ne consisterait

plus à en appeler à l'Etat pour qu'il défende les populations mais plutôt à promouvoir des formes de contrôle démocratique sur des ressources communes » (p. 108)

- 6 La pratique des communs et l'apport d'Elinor Ostrom
- 7 Les auteurs s'attachent également à définir les conditions pratiques sous lesquelles la construction des communs est possible. A cet égard, leur analyse des travaux d'Elinor Ostrom est intéressante car, tout en reconnaissant leur apport, ils en soulignent également les faiblesses. Car, nous disent les auteurs, « il ne s'agit plus pour Ostrom de vanter les droits de propriété, comme le faisaient North et d'autres théoriciens ; il s'agit au contraire de montrer qu'un ensemble de règles peut inciter les individus à renoncer aux comportements opportunistes et à adopter une conduite coopérative. [...] Dans une situation où les décisions d'individus sont interdépendantes, mais où les individus ne peuvent communiquer entre eux et délibérer sur une règle commune, ce sont les stratégies non coopératives qui l'emportent. Mais ceci tient uniquement à la structure de la situation telle qu'elle est imaginée par les théoriciens des jeux. Dans la réalité, lorsque les individus peuvent se rassembler, parler, décider ensemble, les stratégies coopératives sont rendues possibles et un accord qui n'est pas imposé de l'extérieur peut avoir lieu. » (P. 152)
- 8 Le cadre d'analyse proposé par Ostrom serait donc particulièrement pertinent car « l'hypothèse de la rationalité individuelle créatrice de solutions *ad hoc* est [cependant] pondérée par la référence insistante à une réalité sociale qui conditionne le gouvernement commun. A la différence de North, qui entend réunifier les sciences sociales en faisant du seul comportement individuel rationnel la source des contraintes institutionnelles sur les conduites, Ostrom avance qu'il faut toujours tenir compte des conditions sociales qui favorisent ou entravent l'élaboration des règles pratiques. La capacité d'élaborer collectivement les règles d'usage est elle-même dépendante d'un système de normes propres à la communauté et de la possibilité d'établir des échanges communicationnels entre les individus. Sous cet angle, l'institutionnalisme d'Ostrom s'éloigne de l'individualisme méthodologique *mainstream* et emprunte à la sociologie son modèle de l'individu socialisé et à la psychologie cognitive sa théorie de l'apprentissage. C'est qu'il y a un art social qu'Ostrom appelle le « *crafting* », terme qui renvoie au travail habile de l'artiste et de l'artisan, qui se distingue de l'application d'un système de règles imposé par le haut ou de l'extérieur par des experts et des savants. [...] En matière de commun, il n'y a donc pas de « *one best way* ». (P. 154)
- 9 La critique d'Ostrom
- 10 Pourtant, même si Ostrom a réussi à rompre, d'une certaine façon, avec les présupposés de l'économie néoclassique dominante sur un certain nombre de points, son analyse demeure, pour nos auteurs, trop ancrée dans l'individualisme hérité de l'approche standard. En effet, « la construction des communs s'impose dans certaines situations particulières, pour certains biens spécifiques, ce qui ne remet aucunement en question la rationalité des marchés et de l'Etat. Cette diversité est liée à la rationalité individuelle, qui permet de sélectionner les meilleures solutions. Selon Ostrom, ce sont les individus égoïstes rationnels qui créent les marchés, en appellent à l'Etat ou construisent les communs pour mieux répondre à des situations différentes. [...] Elinor Ostrom n'est pas anticapitaliste, pas plus qu'elle n'est antiétatiste. Elle est libérale. Favorable à la diversité institutionnelle, elle fait confiance à la liberté des individus pour qu'ils inventent pas eux-mêmes en dehors de toute contrainte gouvernementale les accords contractuels qui leurs sont profitables. Sa théorie tient en réalité à une

critique de la théorie des droits de propriété exclusifs et de la prétention étatique à vouloir apporter des solutions élaborées « loin du terrain ». (p. 155) « En réalité, les concepts utilisés limitent l'analyse. Issus du corpus de l'économie standard et de la théorie des jeux, ils peinent à rendre compte des rapports de pouvoir et des phénomènes d'exploitation. » (p. 156) Ostrom en reste ainsi à la conception de l'acteur rationnel qui agit toujours en opérant une comparaison bénéfices espérés/coûts escomptés. Elle reconduit ainsi « la vision de calculateurs individuels qui font le choix institutionnel du commun pour atteindre des avantages strictement privés ». (p. 157) Enfin, les auteurs abordent les limites des enseignements d'Ostrom qui sont issus d'études de cas où les acteurs impliqués sont en nombre limité, permettant alors d'atténuer les relations hiérarchiques au profit de relations interpersonnelles directes. En conséquence, « les leçons tirées de la gestion des ressources naturelles à travers l'expérience des petites communautés d'économie solidaire ne peuvent pas être traduites en solution mondiale, à moins, une nouvelle fois, d'avoir recours à une structure hiérarchique de décision ». (p. 160)

- 11 Les droits de propriété comme obstacles aux communs.
- 12 Dans le prolongement de la mobilisation critique que les auteurs font des travaux d'Ostrom, l'une des idées fortes de l'ouvrage est la remise en cause des droits de propriété au profit des droits d'usage. En effet, « si le commun est à instituer, il ne peut l'être que comme inappropriable, en aucun cas comme l'objet d'un droit de propriété » (p. 233). S'inscrivant dans la tradition de Jean Jaurès, les auteurs avancent alors la nécessité de supprimer toute forme de propriété directe sur les choses au profit du seul droit à appliquer son activité à un objet quelconque. En effet, puisqu'il est impossible de réserver à chaque citoyen une part de terre ou d'industrie, il revient à l'Etat de garantir à chacun un droit d'activité, c'est-à-dire un droit au travail. De cette manière, le droit à la propriété finit par s'identifier au droit au travail (P. 362)
- 13 L'institution du commun
- 14 Rappelant que « la politique du commun a pour caractère historique particulier de combattre le capitalisme en tournant le dos au communisme d'Etat » (p. 455), les auteurs terminent leur ouvrage par des propositions politiques visant à établir un ordre des communs. Ils estiment en particulier que c'est par la délibération et la détermination collectives, par les intéressés eux-mêmes, que la destination des communs doit être définie. Ils précisent également le double devoir qu'impose le gouvernement d'un commun : « devoir négatif de ne pas porter atteinte aux droits des autres usagers, devoir positif de conserver la chose qui est collectivement prise en charge » (p. 477-478). Enfin, leur analyse des formes de communs qui pourraient servir d'exemples au projet qu'ils dessinent permet de ne pas tomber dans l'apologie de l'économie sociale et solidaire qui ne saurait épuiser les formes possibles prises par les communs. Ainsi, les auteurs estiment qu'entre « la vieille formule de la 'coopérative ouvrière' », qui pour être un laboratoire de pratiques collectives n'en reste pas moins sous la menace de la concurrence capitaliste, et l'entreprise nationalisée dirigée par des patrons et des cadres dont la pratique diffère peu de leurs collègues du secteur privé, il y a place pour des schémas nouveaux mettant au premier plan la coopération organisée par les travailleurs eux-mêmes. Mais la dimension coopérative de la production ne doit pas être confondue avec l'entreprise coopérative » (p. 493).
- 15 Eléments de discussion

- 16 Cet ouvrage magistral et dense apporte une importante pierre à l'édifice de la critique sur les limites du capitalisme tel qu'il s'est transformé depuis plus d'un demi-siècle. Il contribue également de façon originale à relativiser des notions considérées comme évidentes par les institutions internationales (biens communs, biens publics mondiaux) pour mettre en avant le principe alternatif du commun. Ce principe est en soi un appel à la réappropriation du politique par les acteurs qui se trouvent en bas de la hiérarchie sociale.
- 17 Cependant, un premier élément de discussion peut porter sur la position des auteurs vis-à-vis de la notion de « bien commun » qui ne me semble pas tout à fait convaincante. Si l'on comprend bien que le rejet de cette notion a pour objectif principal de contester l'économicisme omniprésent dans les rapports de force politiques et sociaux du capitalisme contemporain, ne risque-t-on pas de « jeter le bébé avec l'eau du bain », en d'autres termes d'occulter tous les progrès réalisés grâce à la promotion des biens communs ? Ne peut-on admettre que certains domaines relèvent du bien commun, indépendamment du fait de les considérer comme des biens économiques ? Par exemple, reconnaître l'utilité sociale d'une large diffusion des biens de santé et des connaissances est relativement indépendant du fait de considérer ces domaines comme des supports de biens économiques. A cet égard, les auteurs me semblent également un peu rapides dans leur affirmation des échecs de l'analyse économique à proposer une alternative crédible au capitalisme productiviste et prédateur. En effet, du côté des travaux hétérodoxes en économie, force est de constater qu'un grand nombre de réflexions sont véritablement en lutte contre la marchandisation du commun sans pour autant rejeter la notion de biens communs ou de patrimoines communs, dont les auteurs réfutent également la pertinence dans leur ouvrage. Parmi ces travaux, on peut citer toute la mouvance qui s'intéresse à la redéfinition des indicateurs de richesse et s'appuie en grande partie sur des mesures alternatives de la richesse qui raisonnent en termes de patrimoine (culturel, social, environnemental etc.) plutôt que de biens économiques. On peut aussi faire référence aux travaux des économistes du développement institutionnalistes qui s'attachent à étudier non pas des modèles de réussite clé en main mais plutôt les rapports de force et les complémentarités institutionnelles qu'il faudrait modifier ou promouvoir à l'échelle locale.
- 18 Il découle de cette première critique une modeste proposition que je sou mets aux auteurs. Plutôt que de rejeter la notion de biens communs pour lui préférer celle de « communs », ne faudrait-il pas les associer et les mobiliser conjointement comme deux éléments d'une même analyse ? L'un, le « commun », définissant les leviers de la lutte, l'autre, les « biens communs », sa finalité (écosystème, santé, connaissances, culture, besoins essentiels...). Un troisième élément s'ajouterait à cet ensemble, celui du remplacement des droits de propriété par les droits d'usage, point central de l'ouvrage.
- 19 Un autre élément de discussion concerne les formes de contrôle démocratique nécessaires sur les ressources communes. C'est un autre point marquant de l'ouvrage à côté de la question de la propriété et il est logiquement lié à cette dernière dans la mesure où l'accaparement des droits de propriétés par les acteurs économiques puissants est devenu un obstacle majeur à la démocratie. Si l'on ne peut qu'adhérer à cette ambition de redonner du poids aux acteurs locaux, aux usagers, dans une réappropriation des communs par la communauté, il conviendrait cependant de ne pas verser dans une vision angélique des communautés. A titre d'exemple, sur les terrains

africains, la communauté peut être à double tranchant : au service de l'individu lorsqu'elle répond, par des transferts financiers ou matériels, à des problèmes économiques ou sanitaires ; mais également au détriment de ses ambitions propres lorsque celui-ci doit assumer ses obligations vis-à-vis de sa communauté (aides financières, accueil et prise en charge de la famille élargie, etc.) jusqu'à renoncer à – ou reporter – ses projets (formation, activités économiques etc.). Cette ambivalence de la communauté est très bien décrite et analysée dans certains travaux, tels que ceux de D. Bazin, J. Ballet, J.L. Dubois et F.R. Mahieu (2014). La communauté peut également être organisée au détriment des pauvres, l'exemple du système de solidarité donné par ces derniers auteurs – le *lawha* – en Mauritanie est éloquent : les pauvres payent le plus souvent pour les riches et acceptent de continuer à le faire car ce mécanisme est constitutif de leur identité. Plus généralement, le « crafting » décrit par Elinor Ostrom et repris par P. Dardot et Ch. Laval ne prend pas véritablement en compte les rapports de force au sein même de la communauté, comme le soulignent les auteurs eux-mêmes. En fin de compte, la coopération et la délibération ne se décrètent pas et constituent le résultat d'un long cheminement propre à chaque société locale. Ainsi, il est important de dépasser le mythe des sociétés traditionnelles inévitablement solidaires et a-conflictuelles, qui est parfois bien ancré dans l'esprit des intellectuels et des praticiens occidentaux et ne correspond pas toujours à la réalité des relations interindividuelles dans les sociétés évoquées. S'il semble évident, à la lecture de l'ouvrage de P. Dardot et Ch. Laval, qu'ils ne sont pas eux-mêmes tombés dans le piège de ce mythe, il conviendrait alors d'approfondir leur analyse du commun en la confrontant à différents modes d'organisation sociale dans des contextes géographiques et culturels divers.

BIBLIOGRAPHIE

Ballet J., Bazin D., Dubois J-L., Mahieu F-R., 2014, *Freedom, Responsibility and Economics of the Person*, New York, Routledge, Series: "Routledge Frontiers of Political Economy", 256 p.

AUTEUR

BRUNO BOIDIN

Maître de conférences HDR en économie, rattaché au CLERSE - UMR CNRS 8019 - Université de Lille 1, Bruno Boidin est spécialiste des questions de développement durable dans les pays en développement. Il travaille en particulier sur les questions de la santé et du développement et sur celles de la responsabilité sociale des entreprises.